

Enquête Eurochambres 2013

Diagnostic alarmant des entreprises : 2013 sera une année décisive pour le Luxembourg

La 20^e enquête Eurochambres, l'EES2013, apprécie l'évolution des principaux indicateurs de la vie économique en 2012 et met en évidence les prévisions des entreprises pour l'année 2013, et ce en distinguant entre le secteur de l'industrie manufacturière et le secteur des services.

L'enquête révèle des prévisions fortement pessimistes en termes de climat des affaires. La détérioration du moral des chefs d'entreprises entamée lors des précédentes enquêtes est confirmée. L'enquête 2013 se place dans un contexte de crise économique et financière qui perdure et qui s'est transformée en une crise de confiance des entrepreneurs et des investisseurs. L'emploi, moteur historique de la croissance au Luxembourg, devrait poursuivre sa décélération en 2013. Le manque de confiance en l'avenir, amplifié par l'absence de mesures structurelles ambitieuses du Gouvernement pèsent plus que jamais sur les perspectives d'investissements. En raison de l'évolution conjoncturelle volatile et de la situation difficile au niveau macroéconomique et des finances publiques, les indicateurs replongent vers les niveaux de l'année 2009, année de crise par excellence. Les anticipations des entreprises luxembourgeoises sont moroses et traduisent une grande inquiétude et incertitude pour l'année 2013, comme l'indique le tableau 1.

Tableau 1 : Baromètre des prévisions des différents sous-secteurs pour 2013¹

Soldes (Différence entre les réponses favorables et les réponses défavorables) et, entre parenthèses, pourcentage d'entreprises estimant que la situation restera inchangée

Secteurs	Climat des affaires	Chiffre d'affaires			Emploi	Investissements
		global	national	à l'exportation		
A : « Fabrication de produits métalliques, machines et matériel de transport »	-48,1 (46,1%)	-1,1 (55,4%)	-8,4 (71,0%)	8,0 (62,4%)	-3,6 (58,5%)	-7,9 (54,7%)
B : « Autres industries manufacturières »	-33,7 (61,2%)	4,4 (48,7%)	1,6 (50,6%)	-1,9 (46,6%)	-0,1 (76,9%)	-6,9 (55,9%)
C : « Construction »	-39,2 (54,4%)	-13,7 (61,7%)	-10,6 (60,6%)	-9 (47,4%)	-12,0 (71,0%)	-9,3 (65,1%)
D : « Vente en gros et détail, réparations, hôtels, restaurants »	-30,1 (47,4%)	6,9 (50,7%)	5,7 (53,9%)	-0,6 (60,3%)	-1,4 (77,9%)	-1,4 (59,6%)
E : « Transport, entreposage et communication »	-32,4 (52,2%)	0,0 (56,0%)	-4,3 (57,6%)	-0,8 (77,8%)	-5,4 (70,5%)	-8,5 (65,5%)
F : « Intermédiation financière et activités auxiliaires, autres activités de services »	-20,2 (52,4%)	30,8 (44,8%)	28,2 (47,4%)	33,2 (45,2%)	14,1 (62,9%)	5,5 (68,1%)
G : « Autres (exploitations minières, carrières et électricité, gaz et eau) »	-14,7 (85,3%)	29,4 (70,6%)	14,7 (85,3%)	50,0 (50,0%)	14,7 (56,0%)	29,3 (41,3%)
Industrie manufacturière (A+B+C+G)	-38,9 (55,1%)	-8,1 (59,1%)	-7,7 (61,1%)	0,8 (51,8%)	-8,4 (69,8%)	-7,7 (61,7%)
Services (D+E+F)	-26,5 (50,1%)	15,2 (49,2%)	13,1 (51,9%)	11,8 (57,4%)	4,1 (70,9%)	0,2 (63,8%)
ECONOMIE TOTALE	-30,4 (51,7%)	7,9 (52,3%)	6,4 (54,8%)	7,8 (55,4%)	0,1 (70,5%)	-2,2 (63,2%)

¹ L'indicateur est en rouge lorsque le solde (différence entre les réponses favorables et les réponses défavorables) est négatif ; en orange lorsque le solde se situe entre 0 et 20 points et en vert lorsque le solde est supérieur à 20 points.

2012 : une année marquée par l'incertitude

1. Climat des affaires : profondes inquiétudes des entreprises

Les résultats relatifs au climat des affaires expriment une détérioration profonde de cet indicateur entre 2011 et 2012. Cette dégradation est alarmante puisqu'elle touche tant le secteur des services que celui de l'industrie manufacturière. Selon les chefs d'entreprises interrogés, le climat des affaires en 2012 au Luxembourg est considéré comme le deuxième plus mauvais depuis 2004. En effet, seule l'année 2009, année de crise et d'incertitudes par excellence, est considérée comme plus morose.

Près de la moitié des entreprises interrogées, tant dans l'industrie manufacturière que dans les services, estiment que le climat des affaires est resté identique entre 2011 et 2012. Or, cette stabilité ne peut être ici considérée comme un élément encourageant étant donné que l'environnement économique en 2011 était déjà perçu comme maussade et mitigé. A peine 10% de l'ensemble des entreprises interrogées déclare que l'environnement des affaires a évolué favorablement entre 2011 et 2012.

2. Chiffre d'affaires total, national et à l'exportation : un contexte économique mondial qui plombe les estimations économiques

La reprise entamée en 2010 et qui s'est timidement poursuivie en 2011 connaît un arrêt brusque en 2012 en ce qui concerne l'évolution du chiffre d'affaires total (CA). Par conséquent, les niveaux d'avant-crise s'éloignent à nouveau. De plus, les coûts des facteurs de production ayant progressé rapidement, un chiffre d'affaires peut augmenter, en termes nominaux, même si, en termes réels, l'entreprise concernée est obligée de revoir son niveau d'activité réel à la baisse. Cette baisse des chiffres d'affaires aurait donc pu s'avérer plus importante. Le chiffre d'affaires est donc un indicateur avant tout monétaire, qui comprend notamment l'inflation, et, de ce fait, recèle sans doute d'une importance moindre qu'un indicateur qualitatif comme le climat des affaires ou l'emploi.

En termes de chiffre d'affaires à l'exportation pour 2012, les résultats dans les différents secteurs de l'économie et pour les catégories de taille sont fortement hétérogènes et peu optimistes. Eu égard au degré d'ouverture de l'économie luxembourgeoise et étant donné l'orientation quasi exclusivement transfrontalière de pans entiers de l'appareil de production, que ce soit dans l'industrie ou dans les services, ces évolutions négatives en matière de chiffre d'affaires sont particulièrement inquiétantes.

3. Evolution de l'emploi : changement de paradigme depuis le début de la crise

Après une chute entre 2008 et 2009 jamais connue auparavant depuis l'instauration de l'enquête Eurochambres, l'indicateur relatif à l'évolution des effectifs avait retrouvé le chemin de la croissance, mais cette tendance positive a connu un arrêt brusque en 2012. Plus de 50% des entreprises indiquent que leur effectif est resté stable entre 2011 et 2012, tendance qui se maintient par rapport à l'enquête précédente. Il est à noter à cet égard que, par rapport aux taux de croissance historiques de l'emploi au Grand-Duché, même une relative stagnation de l'emploi dans l'économie marchande, traduite par le taux de réponse important eu égard au maintien d'effectifs stables, a comme conséquence de faire apparaître des déséquilibres manifestes au niveau du financement du système de protection sociale et peut impacter négativement le chômage.

Cette évolution confirme néanmoins aussi que la dégradation continue de la compétitivité de l'économie luxembourgeoise, en général, et dans le secteur industriel en particulier, amène les chefs d'entreprises à freiner les embauches sous toile de fond d'un niveau d'activité futur pour le moins incertain.

4. Investissements : le moral en baisse impacte la propension à investir

Alors que les investissements des entreprises avaient retrouvé un certain dynamisme depuis 2010, cette tendance s'essouffle, sous toile de fond d'une crise de confiance des entrepreneurs et des investisseurs. Dans cette enquête EES2013, une certaine stabilité est encore de mise puisque 52,5% des entreprises affirment que leur niveau d'investissements a été constant en 2012. 23,9% des entreprises interrogées indiquent que leurs investissements ont augmenté entre 2011 et 2012, tandis que 23,6% déclarent une baisse de ceux-ci.

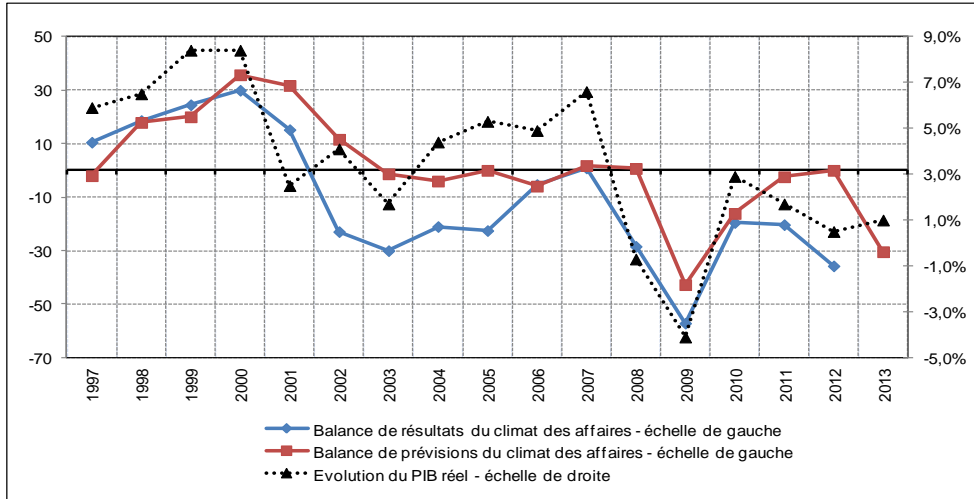
Les deux secteurs de l'économie se caractérisent par une tendance similaire : plus de la moitié des entreprises interrogées estiment que leurs investissements sont restés stables entre 2011 et 2012. Seulement 24,4% des entreprises industrielles ont vu leurs investissements progresser entre 2011 et 2012, de même que 23,7% des entreprises de services (soit environ 1 entreprise sur 4). Or, ce sont avant tout les investissements privés d'une période donnée qui ont un effet d'entraînement sur le niveau d'activité de la période suivante et qui conditionnent le niveau d'emploi et d'activité de l'avenir. L'économie luxembourgeoise a donc besoin d'une politique d'investissements dynamique afin que puisse perdurer son modèle socio-économique actuel.

2013 : une majorité d'entreprises est pessimiste

1. Climat des affaires : des prévisions alarmantes pour 2013

Le climat des affaires, indicateur phare de l'enquête Eurochambres pour appréhender l'état d'esprit des entrepreneurs s'agissant de l'année à venir, est alarmant. Alors que les perspectives pour 2012 étaient déjà moroses, la dégringolade devrait se poursuivre et s'accélérer en 2013. Les attentes en termes de climat des affaires sont quasiment aussi négatives que pour 2009, année de crise et de récession par excellence. Elles sont, par ailleurs, en baisse nette par rapport à 2012 alors que l'année en cours devrait connaître une quasi stagnation de son PIB (0,5% selon le STATEC). Par conséquent, la Chambre de Commerce se demande si une progression du PIB de 1% en 2013 (comme cela est actuellement envisagé) n'est pas surévaluée. L'appel des chefs d'entreprises semble clair : le Gouvernement luxembourgeois ne peut plus ignorer le besoin pressant d'actions concrètes et cohérentes visant à donner une bouffée d'oxygène aux entreprises.

Graphique 1 : Evolution des soldes² relatifs au climat des affaires et de la croissance du PIB

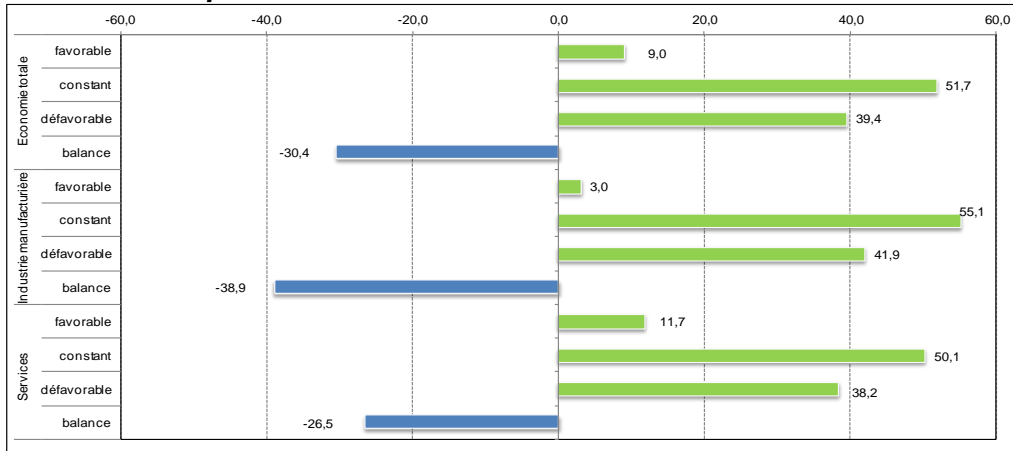


Sources : STATEC, Comptes nationaux ; Projet de budget 2013 ; Enquêtes Eurochambres ; calculs Chambre de Commerce.

Ces évolutions des chefs d'entreprises soulignent la gravité et la profondeur de la crise économique et financière qui touche le Luxembourg.

Les perspectives sont également décevantes si une distinction est réalisée selon la taille des entreprises ou selon les sous-secteurs d'activités : les réponses positives s'effondrent, les anticipations négatives grimpent en flèche et la part des entreprises misant sur une stabilité du climat des affaires à bas régime reste à des niveaux élevés.

Graphique 2 : Climat des affaires / « En 2013, l'influence de l'environnement économique sur votre entreprise sera ... »



2. Chiffre d'affaires total, national et à l'exportation : un environnement économique qui plombe le moral des entreprises

Alors que les anticipations nettes en termes de chiffre d'affaires total sont positives dans le secteur des services, les perspectives sont plus mitigées dans le secteur manufacturier, au sein

² Différences entre les réponses « favorable » et les réponses « défavorables ».

duquel davantage d'entreprises s'attendent à une baisse de leur chiffre d'affaires total qu'à une hausse de ce dernier. Ces résultats doivent être nuancés puisque plus de la moitié des entreprises des deux secteurs indiquent une stabilisation de leur chiffre d'affaires en 2013 (49,2% pour les services et 59,1% dans les branches industrielles).

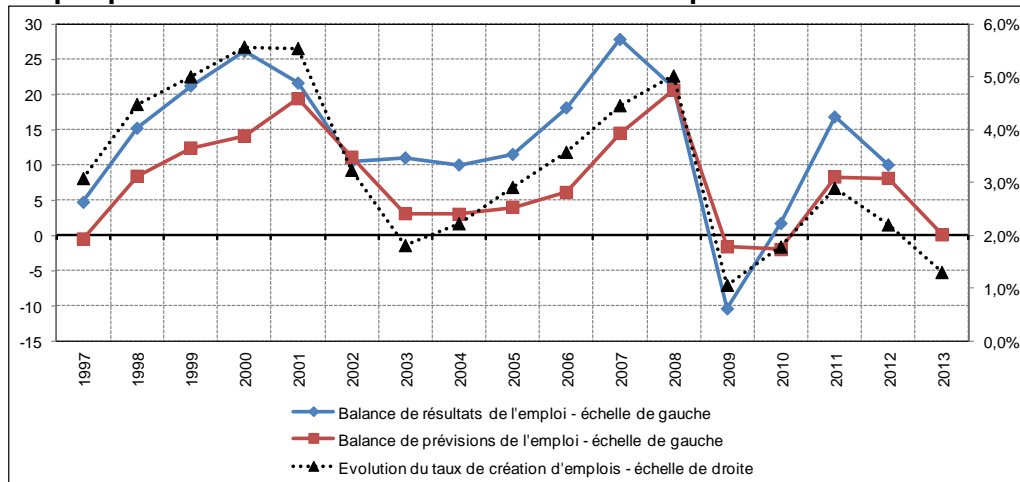
Au cœur d'une crise économique mondiale impactant fortement les débouchés et, par conséquent, les activités des firmes exportatrices, une grande prudence est observée au vu des perspectives pour 2013 en termes de chiffre d'affaires à l'exportation. Ces anticipations s'avèrent légèrement plus positives pour les entreprises qui exportent que pour les entreprises opérant uniquement sur le marché local, en particulier au sein de l'industrie manufacturière.

3. Emploi : une propension à recruter qui ne s'améliorera pas à court terme

Plus de 70% des firmes prévoient que leur effectif restera stable en 2013. A peine 15% de ces entreprises entrevoient une hausse de ce dernier. Les prévisions diffèrent toutefois entre les entreprises du secteur des services et celles du secteur industriel. Tout comme pour les prévisions en termes de chiffre d'affaires, les entrepreneurs de l'industrie manufacturière s'avèrent plus pessimistes que leurs homologues du secteur des services. Dans le contexte d'incertitudes qui prévaut actuellement, les entreprises semblent avoir des difficultés à cerner les évolutions futures en termes d'emploi. En ce qui concerne les entreprises qui estiment que leur effectif va se réduire en 2013, les pourcentages sont de 19% (1 sur 5) dans le secteur manufacturier et de 13% (1 sur 8) dans les services.

Au vu du graphique suivant, les anticipations des entreprises depuis 2010 apparaissent en accord avec la réalité économique, la croissance du taux d'emploi freinant en 2012 pour atteindre 2,2% (contre 2,9% en 2011). Selon les prévisions des chefs d'entreprises et de la Commission européenne dans ses prévisions d'automne (1,3% en 2013), le taux de création d'emplois devrait connaître un nouvel essoufflement, ce qui aura, sans nul doute, des répercussions néfastes sur le modèle socio-économique luxembourgeois et sur l'évolution du chômage.

Graphique 3 : Evolution des soldes relatifs à l'emploi et du taux de création d'emplois



Sources : STATEC, Comptes nationaux ; Projet de budget 2013 ; Enquêtes Eurochambres ; calculs Chambre de Commerce.

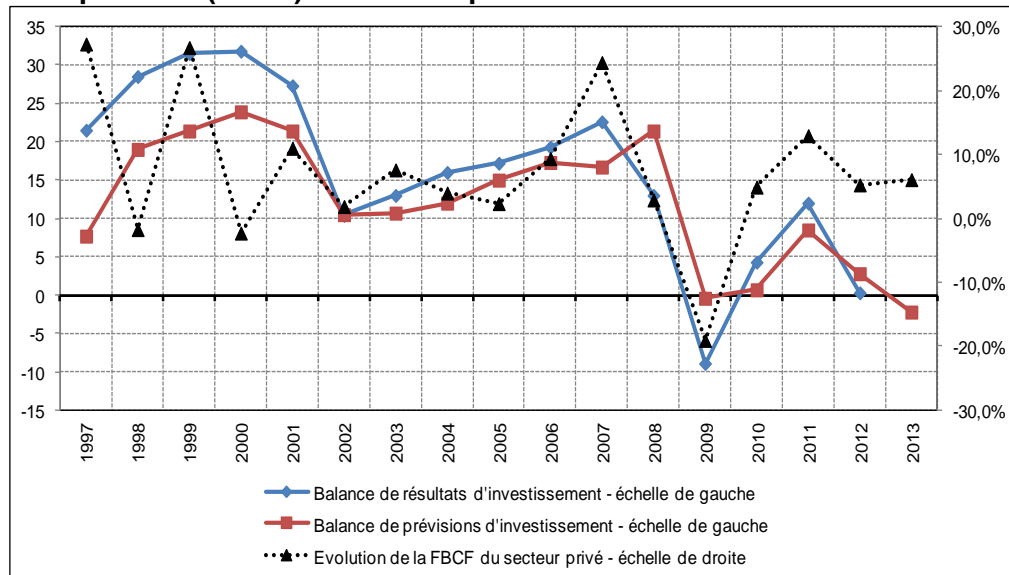
Remarque : Les soldes correspondent aux différences entre les réponses « en hausse » et les réponses « en baisse ».

4. Investissements : les prévisions au plus bas depuis le lancement de l'enquête

Dans le secteur manufacturier, plus de 61,7% des entreprises prévoient que leurs investissements resteront stables en 2013. Bien que ce pourcentage soit également important dans les services (63,8%), les prévisions favorables (18,2%) surpassent faiblement les défavorables (18,0%). La formation brute de capital fixe privée avait chuté pendant la crise (voir graphique 4). Dès lors, une certaine stabilisation, et même une légère reprise, témoigne davantage d'un effet de rattrapage que d'une augmentation quantitative nette du stock de capital de l'économie luxembourgeoise.

En raison de la crise économique et financière mondiale qui fait ressentir ses effets particulièrement en Europe, la croissance potentielle luxembourgeoise a été durablement touchée et tout investissement capable de renforcer le potentiel de croissance endogène est bénéfique à la genèse de nouvelles activités économiques, de nouveaux emplois et, ultimement, de nouvelles bases fiscales. Or, il subsiste de fortes incertitudes et une grande méfiance quant à l'évolution de l'environnement économique en 2013, ce qui freine fortement le dynamisme d'investissements, en particulier celui des entreprises industrielles. Les prévisions des chefs d'entreprises semblent relativement conformes à celles de la Commission européenne en termes d'orientation des évolutions. Particulièrement inquiétantes, les prévisions en termes d'investissements sont au plus bas depuis le lancement de l'enquête Eurochambres et sont inférieures à celles de 2009.

Graphique 4 : Evolution des soldes relatifs aux investissements et de la formation brute de capital fixe (FBCF) du secteur privé



Sources : AMECO, OCDE ; Enquêtes Eurochambres ; calculs Chambre de Commerce.

Remarque : Les soldes correspondent aux différences entre les réponses « en hausse » et les réponses « en baisse ».

Les personnes souhaitant davantage de renseignements peuvent s'adresser au Département Economique de la Chambre de Commerce (tél. : 42 39 39 - 350, e-mail : eco@cc.lu). Le dossier du Merkur 10-2012 présentant les principaux résultats de l'EES2013 peut être consulté sur le site de la Chambre de Commerce (www.cc.lu). Le rapport complet à l'échelle européenne peut être consulté sur le site d'Eurochambres (www.eurochambres.eu).